

Des savanes du Cameroun au haut Nil

E. M'Bokolo

Cette partie de l'Afrique risquerait de beaucoup souffrir à être comparée avec les autres régions pour lesquelles les connaissances historiques aux époques considérées ici sont à la fois plus abondantes, plus cohérentes et plus sûres. Cette particularité ne vient pas seulement de ce que la recherche s'est intéressée à cette zone d'une manière trop peu systématique et, dans l'ensemble, trop récemment. Elle s'explique aussi par le fait que, pour les périodes antérieures au XIX^e siècle, les moyens mêmes de la recherche apparaissent fort limités. Là où les organisations politiques ont pris la forme d'États, ceux-ci se sont constitués, dans la plupart des cas, assez tard, aux XVIII^e et XIX^e siècles. Aussi les traditions historiques orales chez ces populations faiblement hiérarchisées apparaissent-elles peu explicites et excèdent-elles rarement quelques générations, cinq à six dans le meilleur des cas. Quand elles existent, elles se rapportent souvent à l'histoire individuelle de tel ou tel lignage et posent, outre les difficiles problèmes habituels d'interprétation, celui de leur articulation et de leur intégration à une vision globale de l'évolution de l'ensemble de la région. Toute synthèse fondée sur ce premier type de sources est donc nécessairement provisoire. Mais les autres sources n'abondent guère. Quelques relations de voyage existent à partir du XVI^e siècle pour les zones les plus fréquentées par les étrangers, telle la côte atlantique qui est relativement bien décrite, tandis qu'elles font défaut pour la bordure septentrionale proche du monde musulman qui n'a été réellement explorée par des voyageurs musulmans qu'au XIX^e siècle. Enfin l'archéologie, la linguistique historique et l'ethnolinguistique n'en sont qu'à leurs débuts.

Il n'existe, par ailleurs, aucun élément liant entre elles les différentes parties de cette région. La forêt est certes l'élément physique prépondérant d'autant plus que, du XVI^e au XVIII^e siècle, elle devait couvrir une plus grande superficie qu'aujourd'hui, mais la savane est largement dominante dans la région depuis longtemps. La faible densité de la population semble constituer un autre trait commun, toutefois, hier comme aujourd'hui, elle ne saurait masquer l'existence de quelques noyaux de densité relativement élevée, en particulier dans la savane et le long des cours d'eau. Quant aux différents peuples, leurs langues, leurs modes de vie et leurs formes d'organisation sont fort hétérogènes. Ces diversités et les inévitables inégalités dans la connaissance conduisent à privilégier l'approche par régions.

La bordure septentrionale

La partie septentrionale de cette région, des plateaux du Cameroun central, à l'ouest, jusqu'au Nil, à l'est, est la zone pour laquelle les connaissances historiques manquent le plus. Il est significatif, par exemple, que les meilleures chronologies dont nous disposons actuellement ne proposent guère de faits au-delà de 1800¹. Avant le début du XIX^e siècle, l'historien se trouve, selon la belle formule d'E. M. Chilver, « dans le domaine de la conjecture raisonnable », ces conjectures ne pouvant être formulées qu'à l'intérieur de cadres géographiques relativement restreints. En effet, la tendance qu'ont prise les travaux ethnologiques et historiques à s'enfermer d'abord dans les cadres très étroits des ethnies puis, plus récemment, dans ceux des États contemporains rend très difficile et très aléatoire toute synthèse à l'échelle de la zone. Il semble donc plus raisonnable d'essayer de définir des micro-zones présentant une relative homogénéité culturelle ou, tout au moins, une relative communauté de destin dans la période qui nous intéresse.

Les plateaux du Cameroun central

Ces prairies relativement fertiles ont probablement connu un peuplement très ancien, en tout cas antérieur aux mouvements de population dont les conséquences sont encore visibles et qui remonteraient aux XVI^e et XVII^e siècles². Deux indices au moins témoignent de cette ancienneté. En premier lieu, la végétation qui, composée aujourd'hui de savane arborée, était autrefois une forêt dense. Toutefois, cette modification écologique, dont la chronologie n'est pas établie et dont les mécanismes apparaissent fort complexes, pourrait tout aussi bien être attribuée à l'action lente et progressive de communautés humaines compactes qu'à celle, brutale, d'une population peu nombreuse d'immigrants, voire à des influences climatiques.

1. Voir, par exemple, P. Kalck, 1980; E. M. Chilver, 1981.

2. C. Tardits, 1981, p. 14 et 459-484; T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 34.

L'autre indice est constitué par la présence de nombreux outils en pierre qui atteste une occupation humaine durable antérieurement à la diffusion de la métallurgie du fer: celle-ci aurait eu lieu ici dans la deuxième moitié du premier millénaire. Il reste cependant impossible d'identifier ces anciens habitants. S'agit-il de chasseurs pygmées dont il subsiste quelques descendants sur les rives du Mbam? Avons-nous au contraire affaire à des peuples parlant des langues proto-bantu et ne maîtrisant pas encore la métallurgie? On ne saurait non plus écarter l'hypothèse de mouvements et de brassages anciens de peuples assez différents.

Les faits commencent à se préciser seulement à partir du XVI^e siècle. Les mouvements de population auxquels se réfèrent les traditions ont mobilisé des masses d'hommes fort hétérogènes: groupes de parents ou d'alliés, communautés compactes et imposantes, mais aussi individus isolés. Tout semble indiquer que les migrants étaient peu nombreux: s'ils ont réussi à dominer politiquement les peuples trouvés sur place (ce qui témoigne d'une supériorité technique), ils ont systématiquement abandonné leur langue d'origine pour adopter celle du pays d'accueil. Il n'est pas exclu que le même phénomène se soit produit pour les institutions politiques. Les traditions révèlent également les innombrables raisons de ces mouvements: querelles internes; recherche du minerai de fer et du bois pour le travailler; quête de nouvelles terres, provoquée peut-être par l'introduction du maïs ou l'essor de la culture du palmier à huile; commerce du sel; pression d'envahisseurs venus du nord. Le facteur nordiste, en particulier les raids d'envahisseurs fulbe, qui est bien connu au XIX^e siècle, a commencé à jouer plus tôt, dès le milieu du XVIII^e siècle, peut-être même avant: le livre célèbre préparé à la demande et sous le contrôle de Njoya, roi du Bamum, *Histoires et coutumes des Bamum*, se réfère à des envahisseurs à cheval pour une époque correspondant au XVIII^e siècle. En outre, la langue mbum parlée sur les plateaux du Cameroun central comporte, dans son vocabulaire et dans sa syntaxe, de nombreux emprunts au fulbe (variante de l'adamawa). Il semble donc que les Fulbe poussèrent les Mbum vers le sud, cette dernière migration provoquant celle des Fang et des Beti.

Cette bousculade incessante, étalée sur plusieurs siècles, s'accompagnant de constants brassages et d'emprunts dans tous les sens, est l'un des principaux facteurs qui rendent compte d'une remarquable homogénéité culturelle de la population du Cameroun central³. Tous les peuples qui la composent parlent des langues bantoïdes ou semi-bantu. Les institutions politiques et sociales présentent de nombreuses similitudes: les communautés sont organisées en chefferies, parfois en royaumes, dans lesquels le chef jouit d'un pouvoir sacré et dirige un corps plus ou moins important de fonctionnaires, avec l'aide d'une princesse de haut rang (la reine mère ou la sœur du roi), et la moitié mâle de la société se partage entre les nombreuses associations — sociétés secrètes et/ou groupes militaires — ayant des fonctions rituelles ou

3. T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 36-38; M. McCulloch *et al.*, 1954, p. 11 et suiv.

de maintien de l'ordre. Les techniques sont souvent comparables, surtout dans la métallurgie du fer et du cuivre. Dans toutes ces sociétés, le forgeron est censé détenir, outre son savoir-faire, des pouvoirs magiques et il apparaît en bonne place dans les récits mythologiques et les traditions historiques. Cette homogénéité, qui était bien établie vers 1800, s'était progressivement constituée au cours des siècles antérieurs.

Parmi ces multiples peuples, trois méritent qu'on leur porte particulièrement attention. Le premier est celui des Tikar, important parce que de nombreux autres peuples des plateaux camerounais prétendent en être issus ou en ont subi de très fortes influences⁴. Ces Tikar auraient eu pour ancêtre un commerçant originaire du Borno qui se serait établi et aurait fait souche chez les Mbum. Les différentes traditions des Tikar fixent leur point de départ dans le nord-est du Cameroun (Tibati, Banyo, Kimi, Ndobu). Le terme *tikar* était d'abord le surnom du premier groupe des Mbum qui quittèrent leur pays pour la région des plateaux: il finit par s'appliquer à tous les émigrés mbum et aux peuples qu'ils avaient conquis. L'essentiel de cette grande migration se situerait au XVII^e siècle et aurait été provoqué par des pressions fulbe, des dissensions internes et la recherche de nouvelles terres. En arrivant dans la région de Bamenda, les Tikar rencontrèrent les Tumu qu'ils finirent par dominer après avoir été leurs alliés. Mais, rançon de la victoire, ils adoptèrent la langue des vaincus et leurs institutions, en particulier les titres politiques et les sociétés secrètes. Plusieurs groupes parmi les vaincus préférèrent émigrer à leur tour vers l'ouest et le nord-ouest. Ces Tikar fondèrent plusieurs États, notamment le royaume de Nso, dont les caractéristiques allaient se transmettre aux autres monarchies de la région: royauté sacrée; culte des rois défunts; hiérarchie politico-sociale rigide; détention exclusive de certains titres ou fonctions par les princes et les princesses; existence d'une importante noblesse palatiale; organisation, au niveau de chaque village, de sociétés secrètes masculines.

La fondation du Royaume bamum est le fait d'un groupe d'émigrants apparentés à la dynastie royale des Tikar de Nso⁵. La chronologie précise de ces événements est difficile à reconstituer. Notons seulement que dans *Histoire et coutumes des Bamum*, on dénombre dix rois depuis le fondateur Ntchare jusqu'à Kuotu, dont le règne a précédé immédiatement celui de Mbuembue, datant de la première moitié du XIX^e siècle. Ntchare fut, selon certaines traditions, expulsé de Rifum et, selon d'autres, émigra volontairement avec plusieurs compagnons pour aller s'installer là où vivent actuellement les Bamum. Ce fut d'abord un conquérant qui écrasa quelque dix-huit souverains dont certains des peuples s'enfuirent tandis que d'autres se rallièrent à Ntchare. C'est à lui que les Bamum doivent la fondation de leur capitale, Foumban, alors appelée Mfomben (de *fom*, ruines, et *mbe*, les anciens habitants vaincus). Ntchare se chargea aussi

4. C. Tardits, 1980, p. 80-89; T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 38-41.

5. Cette histoire a été complètement revue par G. Tardits, 1981, p. 83-126.

de doter le royaume d'institutions politiques inspirées, pour la plupart, de celles des Tïkar: il créa un important corps de dignitaires, parmi lesquels les *kom ngu* (conseillers du royaume) avec lesquels il se partagea les terres alors disponibles; il forma deux sociétés secrètes dont l'une, le *ngiri*, ne regroupait que les princes et l'autre, le *mitngu*, était ouverte au reste de la population sans distinction de rang social (descendants des peuples conquis, grands serviteurs de l'État, conseillers du royaume...). Cependant, les Bamum abandonnèrent le tïkar pour adopter la langue des vaincus, le mben. Les neuf rois qui succédèrent à Ntchare ont été fort peu valorisés par la tradition codifiée des Bamum qui dit de chacun d'eux qu'« il vécut longtemps sans rien faire, vivant de ce que les mains de Ntchare avaient fait ». En fait, ce ne furent pas des conquérants: l'expansion territoriale ne devait commencer qu'au début du XIX^e siècle, sous le règne de Mbuembue. Le royaume connut même, en plus des dissensions internes, la menace sérieuse d'envahisseurs venus du nord (Chambe et Fulbe), surtout au XVIII^e siècle. Cependant, cette période fut marquée par une évolution significative. La forte extension de la polygamie royale contribua à la multiplication des lignages princiers (61 à la fin du XVIII^e siècle). La noblesse palatiale s'accrut aussi sensiblement (27 lignages de grands serviteurs formés à cette époque); le roi recrutait ses serviteurs de préférence parmi les jumeaux et les fils de princesses. L'évolution matérielle et sociale reste mal connue. À la fin du XVIII^e siècle, le royaume comptait peut-être de 10 000 à 12 000 habitants, parmi lesquels les esclaves — réduits à cet état par suite de fautes ou de dettes — étaient peu nombreux. L'économie, essentiellement agricole, était ouverte aux échanges extérieurs, les Bamum ayant de très bonne heure importé du sel, du fer, des perles, des cotonnades et des objets en cuivre.

Quant aux Bamileke, leur histoire ancienne est assez étroitement liée à celle des deux groupes précédents⁶. Le terme lui-même, dont l'origine et la signification sont toujours discutées, a été incorrectement appliqué à de nombreux groupes (une centaine de chefferies) qui partageaient certes une culture commune mais qui ne se qualifiaient pas eux-mêmes de Bamileke. Tous venaient du nord, de la région aujourd'hui occupée par les Tïkar. Leur migration vers le sud aurait commencé au XVII^e siècle et serait à mettre en relation avec les mouvements de population tïkar et les pressions fulbe. Étalée dans le temps et ayant eu lieu en plusieurs vagues successives, elle a été le fait de plusieurs catégories de la population. Ces migrants occupèrent l'actuel pays Bamum, où ils eurent le temps de fonder plusieurs villages avant d'en être, pour la plupart, expulsés par les Bamum qui assimilèrent ceux qui restèrent. Parmi les différents groupes bamileke, les Baleng furent les premiers à traverser le Nun, sans doute au début du XVIII^e siècle, suivis peu après par les Bandeng, les Bapi, les Bafoussam. L'établissement de ces groupes dans leur habitat actuel allait se poursuivre jusque au XIX^e siècle. Les différentes chefferies présentaient

6. T. Eyongetah et R. Brain, 1974, p. 43-46; C. Tardits, 1981.

des traits communs avec les sociétés politiques des plateaux camerounais (existence d'un chef, importance des conseils, rôle des associations). Elles s'en distinguaient, d'une part, par leur très grande indépendance les unes envers les autres ainsi que par l'existence de nombreuses sous-chefferies relativement autonomes et, d'autre part, par la très grande mobilité de leurs habitants qui, apparemment ancienne, semble avoir été liée à une croissance démographique assez bonne et au système d'héritage qui transférait à un seul héritier la totalité des biens, acculant les autres fils à obtenir une terre de la part du chef ou à aller s'établir ailleurs.

Les régions de l'Uele et de l'Oubangui

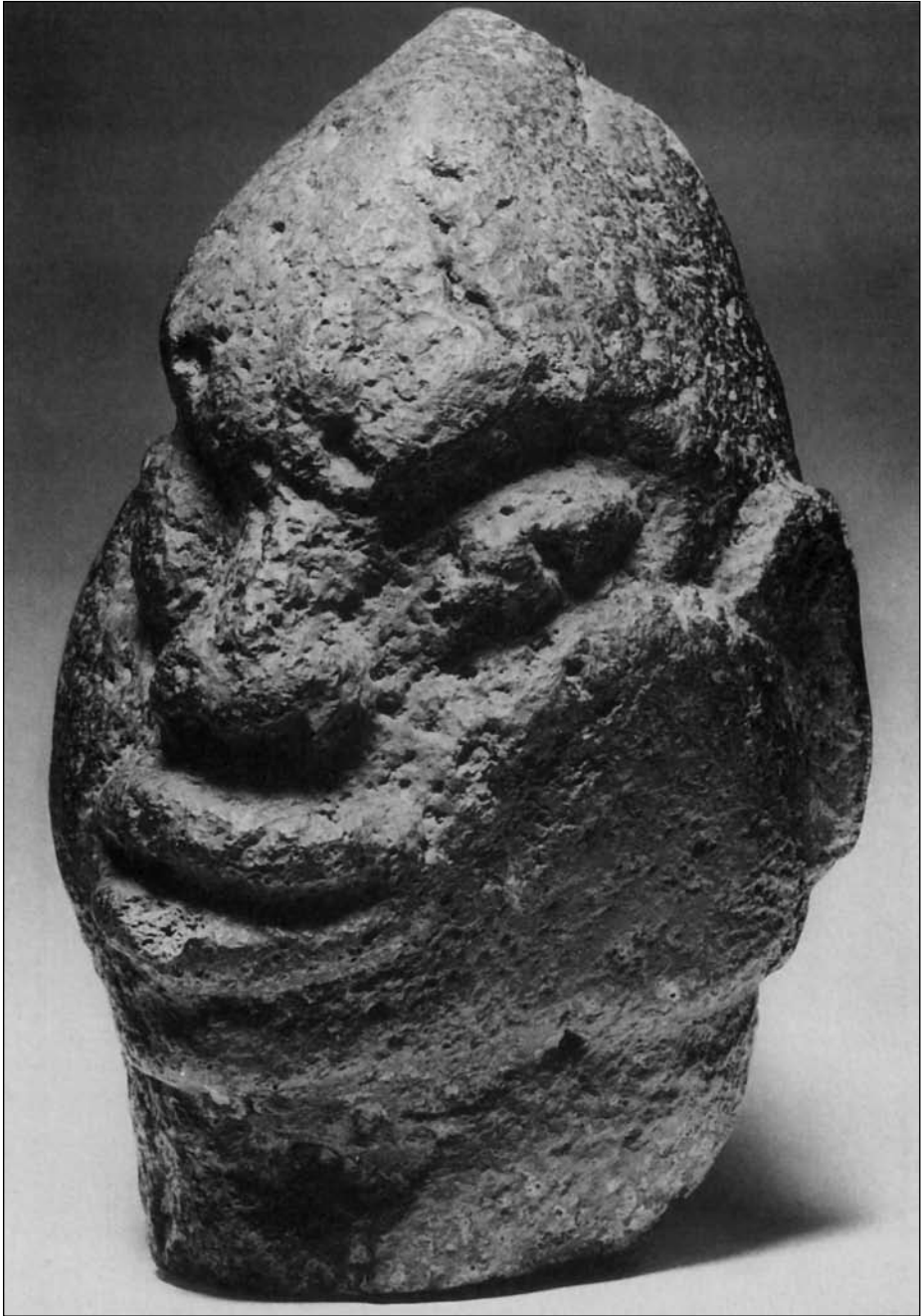
À regarder de près les hypothèses et les conclusions en présence, on éprouve le sentiment persistant que la connaissance des régions de l'Uele et de l'Oubangui, du moins pour les périodes antérieures au XIX^e siècle, n'a guère progressé depuis les travaux des premiers anthropologues, en particulier ceux de Hutereau, de Calonne-Beaufaict et Lagae⁷. Chez les chercheurs contemporains reviennent constamment les mêmes expressions qui traduisent le caractère très approximatif des connaissances («vraiesemblances», «science conjecturale», «conclusions provisoires») autant que l'extrême complexité des phénomènes étudiés («confusion», «fouillis des races», «puzzle»).

La question la plus ardue est indiscutablement celle du peuplement de ces régions. Malgré des divergences mineures, relatives aux qualificatifs les plus adéquats pour désigner les groupes humains, tous les travaux s'accordent à reconnaître trois types de peuplements : les populations néolithiques, les Bantu et les Soudanais. Les principales difficultés apparaissent dès qu'on veut cerner rigoureusement les péripéties et les modalités du peuplement ainsi que le contenu et les formes successives des relations entre ces différents peuples.

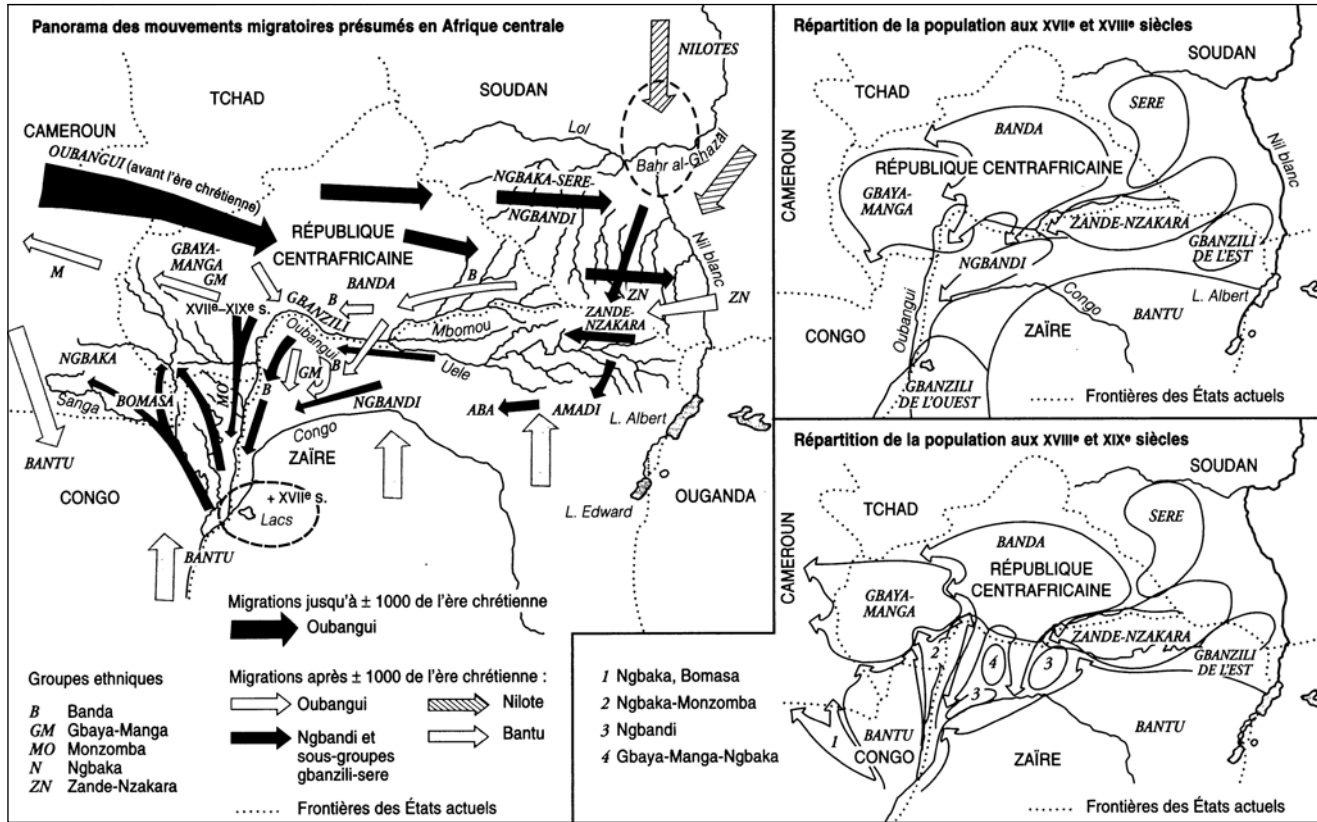
Traditionnellement, par commodité plus que par choix, on distinguait deux sous-ensembles, celui de l'Oubangui et celui de l'Uele⁸. La région de l'Oubangui, aujourd'hui peuplée essentiellement par des Soudanais — Banda, Ngbaka et Ngbandi parlant des langues de la famille de l'adamawa oriental —, aurait été occupée jusqu'au XVII^e siècle par des Bantu qui en auraient eux-mêmes pris possession aux dépens de populations mal connues dont il ne reste aujourd'hui que des outils néolithiques. Ces Bantu ne sont guère mieux connus dans la mesure où la plupart d'entre eux se sont acculturés aux Soudanais. Ceux-ci auraient commencé à s'introduire dans la région au XVII^e siècle ou au début du XVIII^e siècle, en provenance du Dārūr et du Kordofān avec, en premier, ceux qui allaient former le groupe ngbandi, suivis par les Banda et les Ngbaka. La succession de peuplements dans la région de l'Uele, aujourd'hui dominée par les peuples

7. A. de Calonne-Beaufaict, 1921; A. Hutereau, 1922; C. R. Lagae, 1926.

8. J. Vansina, 1966*b*, p. 27-52; A. de Calonne-Beaufaict, 1921, p. 135-149; E. de Dampierre, 1968, p. 156.



18.1. Tête en tuf volcanique, Uele, date inconnue.
[Museum Rietberg, Zurich. © Photo: Wettstein et Kauf (Von der Heydt Collection).]



18.2. Migrations de population dans les régions de l'Uele et de l'Oubangui.

[Source: d'après L. Bouquiaux et L. Hyman, 1980, p. 811 et 821.]

zande et « zandésisés » et par les Mangbetu, semble sensiblement différente. Jusqu'au XVI^e siècle, voire au début du XVII^e siècle, les bassins de l'Uele, du Mbomu et de l'Aruwimi auraient été occupés par des communautés néolithiques dont les survivants actuels seraient les Momvu, les Logo et les Makere. Ces habitants, de petite taille, utilisaient des outils en bois, en os et surtout en pierre polie (haches, meules, pierres de fronde). Sur ce fond sont venus se greffer deux groupes de populations traditionnellement représentés comme des envahisseurs. Ces migrations originelles eurent lieu du XVI^e au XVIII^e siècle. Il y eut, d'une part, les Soudanais à partir desquels devaient se constituer les peuples mangbetu, ngbandi et zande : un premier mouvement les conduisit dans le sens nord-sud jusqu'à l'Oubangui et au Mbomu et, de là, ils suivirent une direction ouest-est. Le XVII^e siècle vit, d'autre part, l'arrivée de Bantu venant du sud et remontant les cours d'eau. Les groupements ethno-politiques se formèrent à cette époque (du XVII^e au début du XVIII^e siècle).

D'autres chercheurs ont proposé une synthèse couvrant l'ensemble des régions de l'Oubangui et de l'Uele⁹. Leur argumentation s'appuie essentiellement sur des données linguistiques et ethno-linguistiques et distingue trois grandes phases de peuplement. Il y aurait eu d'abord, au cours du premier millénaire avant J.-C., un mouvement de grande ampleur, orienté d'ouest en est et amenant jusqu'au Nil les proto-oubanguiens : les Gbaya-Manga s'établirent à l'ouest, les Banda au centre, les Ngbaka-Sere-Ngbandi dans le triangle formé par le Bahr al-Ghazāl et le Nil blanc, et les Zande-Nzakara au sud entre l'Uele et le Nil. Ces populations se trouvaient encore à cet emplacement vers 1000 après J.-C. lorsque se produisit une poussée nilotique venue du nord qui eut d'abord pour effet de faire éclater le groupe ngbaka-sere-ngbandi et d'en pousser plusieurs éléments vers le sud, notamment les Ngbandi dans l'interfluve Oubangui-Zaïre où ils rencontrèrent les Pygmées et les Bantu. Cette poussée nilotique repoussa aussi vers l'ouest, dans les régions arrosées par l'Uele et le Mbomu, les Zande-Nzakara. La troisième phase de peuplement, commencée au XVIII^e siècle, correspond à la poussée des Bantu venant du sud et fuyant les effets du commerce négrier.

Cette synthèse est séduisante, quoiqu'elle appelle au moins deux réserves fondamentales. D'une part, il semble difficile de parler de migrations, si cette notion doit correspondre à de grandes masses de population en mouvement : dans les cas les mieux connus, ceux des Zande et des Mangbetu, les processus en action relèvent du domaine de la politique plutôt que de la démographie puisque les envahisseurs représentaient une élite, remarquablement organisée sur les plans technique et politique, qui se contenta de regrouper les populations locales en chefferies et en royaumes. D'autre part, il serait fallacieux de suggérer que les États et les groupes ethniques, dont on connaît l'histoire au XIX^e siècle, ont de tout temps existé. Or toutes les traditions, en particulier les généalogies

9. L. Bouquiaux et L. Hyman, 1980.

des clans majeurs, montrent que ce fut seulement au cours du XVII^e siècle que des « conglomérats de peuples » (selon E. de Dampierre) se formèrent à partir des différentes vagues de migrations : les Nzakara, de langue apparentée au zande, les Baza de langue ngbandi et les Mbomu de langue zande. À la même époque, quelques clans commencèrent à émerger : les Vou-Kpata chez les Nzakara, les Bandia chez les Bangbandi (sing. Mongbandi), les Bakunde et les Vungara chez les Mbomu. Les développements postérieurs, qu'il faut dater probablement du XVIII^e siècle, permirent à deux clans, les Vungara et les Bandia, de s'imposer aux dépens des autres. Installés d'abord sur le Shinko, l'un des affluents du Mbomu, les Vungara se firent reconnaître comme les seuls chefs des Mbomu en éliminant les Bakunde. Commença alors leur longue migration vers l'est et le sud, qui devait durer jusqu'à la fin du XIX^e siècle et au cours de laquelle ils allaient vaincre, se subordonner, assimiler ou s'allier les peuples les plus hétérogènes. Ce fut surtout leur habileté à organiser politiquement ces populations qui constitua le ciment de la société zande : celle-ci apparaissait à cette époque plus qu'aujourd'hui comme « un extraordinaire puzzle de clans et de lignages déracinés » (selon E. de Dampierre) liés par leur commune allégeance à l'aristocratie dirigeante des Vungara. Quant aux Bandia, leur point de départ fut le haut Oubangui, en aval des confluent du Mbomu et de l'Uele. Leur expansion connut un temps fort au XVIII^e siècle grâce à Ngubenge qui fit la conquête du pays Nzakara et contribua à pousser vers l'est les Vungara¹⁰.

La civilisation matérielle de ces peuples est mal connue, les informations assez nombreuses disponibles pour le XIX^e siècle ne pouvant s'appliquer qu'avec beaucoup de précaution aux siècles antérieurs¹¹. Il semble cependant probable que les aristocraties conquérantes aient pratiqué de longue date et avec efficacité la chasse. Chez les Zande, ce fut une activité noble : bien qu'ils aient acquis leurs talents d'agriculteurs auprès des populations conquises et quel que fût l'intérêt de leurs princes pour l'agriculture, les travaux des champs restèrent l'apanage des femmes, des subordonnés et des esclaves. Le travail du fer était tenu en haute estime et dans certains groupes, comme celui des Ngbandi, les forgerons se rassemblaient au sein d'associations professionnelles très fermées. L'important réseau fluvial formé par l'Oubangui, l'Uele, le Mbomu, l'Aruwimi et leurs multiples affluents fut à la base d'un commerce actif : les marchés réguliers avaient lieu tous les cinq à sept jours et l'on y échangeait principalement des produits artisanaux (couteaux et lances en fer), des vivres et des animaux (poissons, chèvres, chiens) ainsi que des esclaves. Ce commerce allait connaître un essor spectaculaire à mesure que les échanges réalisés par les Européens sur la côte atlantique faisaient sentir leurs effets de plus en plus loin vers l'intérieur des terres.

10. E. de Dampierre, 1968, p. 156-173; E. E. Evans-Pritchard, 1971, p. 267-278 et 414-435.

11. En plus des auteurs précédemment cités, voir P. Denis, 1961, p. 7-20.

Les sociétés côtières et le commerce transatlantique

Les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles correspondent, pour les pays forestiers de l'Afrique centrale, à la mise en place et au développement sur une large échelle du commerce côtier, qui devait se réduire très tôt au trafic négrier. La frange côtière, qui connut des bouleversements de toutes sortes suscités par ces échanges d'un type nouveau, ne constitua que le maillon final d'une longue chaîne commerciale qui pénétra de plus en plus loin à l'intérieur du continent. Ainsi, à la fin du XVIII^e siècle, cette chaîne remontait jusqu'au haut Mungo, aux *grasslands* (riches terres) du Cameroun, au haut Ogooué et gagnait, par le fleuve Congo (Zaire), l'Oubangui.

Les peuples

L'état de la population et des sociétés dans la zone côtière au début du XVI^e siècle reste encore mal connu et continue d'alimenter les controverses entre spécialistes. Il est probable que, située immédiatement au sud du foyer originel de dispersion des peuples bantuphones et à mi-chemin entre les deux centres d'éclosion de systèmes étatiques que furent la côte de Guinée et le Kongo, cette région a dû connaître une évolution complexe aussi bien dans son peuplement que dans son organisation politique, sociale et culturelle dont les phases majeures restent obscures. Ainsi, par exemple, les traditions relatives aux origines et aux migrations se révèlent bien maigres : pour les populations duala et apparentées, on ne peut retracer les routes précises des migrations que depuis la vallée de la Sanaga ; pour les Mpongwe du Gabon, ainsi que pour les Mitsogo et les Okande, le seul point de départ identifié est le haut Ivindo. Les écrits des navigateurs et des commerçants européens n'apportent guère plus de précisions. Émanant d'hommes préoccupés par l'utilité et la rentabilité des pays qu'ils fréquentaient, ces textes nomment des lieux, décrivent des ressources, indiquent les modes de peuplement mais ne précisent pas l'identité des groupes humains. Ils montrent cependant que l'ensemble de la région était occupé, même si l'on ne sait pas toujours par qui. Ainsi, selon l'*Esmeraldo de Situ Orbis*, écrit vers 1505 par D. Pacheco Pereira, « tout le rivage de la mer, depuis (la) Serra de Fernam do Poo jusqu'au Cap de Lopo Gonçalves, a une population dense. [...] Cette contrée est très près de l'équateur, que les anciens déclaraient inhabitable, mais l'expérience a montré qu'il en était autrement¹² ». La *Relation du Royaume du Congo et des contrées environnantes* publiée à Rome en 1591 confirme ce peuplement ancien : « L'île de Saint-Thomas entretient un commerce avec les gens qui habitent sur le continent, lesquels ordinairement se rassemblent aux embouchures de leurs rivières¹³. »

12. D. P. Pereira, 1937.

13. F. de Pigafetta, 1591.



18.3. Vue de face et de biais d'une statuette royale kuba, assise devant une planche de mascara.
[British Museum, Londres. Reproduit avec l'aimable autorisation de The Trustees.]

Qui étaient ces gens? Pour la côte elle-même, nous disposons de deux types de sources complémentaires. Les relations de voyage et, en particulier, la *Description de l'Afrique* d'O. Dapper, qui contient une liste des nombres utilisés par la population de la côte, permettent d'affirmer que, vers 1660, celle-ci était indiscutablement de langue bantu¹⁴. Ces mêmes sources écrites permettent de dater le règne de plusieurs souverains cités dans les traditions orales. Ainsi l'apogée du règne de Mulobe, troisième roi historique des Duala, peut être situé vers 1650: cette précision autorise à repousser au XVI^e siècle les faits et gestes de son grand-père Mbedi et au-delà du XVI^e siècle ceux du légendaire Mbongo, auxquels se réfèrent les Duala et les peuples apparentés¹⁵.

Si l'on peut donc admettre un peuplement bantu de la côte dès le début du XVI^e siècle, on est encore réduit à des conjectures pour les régions voisines de l'intérieur. Ainsi, pour la région de Minlaaba et le pays Beti, on a pu établir, sans indication chronologique, six niveaux de peuplement dont le plus ancien serait constitué par les Pygmées, suivis par des chasseurs-cueilleurs comme les Ola, puis par différents groupes bantu — Maka Muumbo, Beti, Basa — dont les migrations se sont prolongées jusqu'au XIX^e siècle¹⁶. Plus au sud, dans l'actuel Gabon, le tableau est beaucoup plus précis. À la fin du XV^e siècle, les Portugais trouvèrent dans la région de l'estuaire des populations mpongwe, qui étaient arrivées à une date inconnue sur la côte où elles avaient trouvé des Pygmées. Autour de ces Mpongwe vivaient peut-être déjà les Akele et les Seke. Les territoires du bas Ogooué (cap Lopez et lagune Fernán Vaz) ne comportaient pas encore de populations bantu dont l'établissement dans la région fut postérieur au développement du commerce avec les Européens: le peuplement y était sans doute à dominante négrières. Le seul État organisé se trouvait dans l'estuaire du Gabon. D'après la description tardive qu'en a laissée Dapper au XVII^e siècle, le roi portait le titre de *mani pongo*: le mot *mani*, d'essence kongo, peut suggérer une influence directe ou indirecte du modèle politique du Royaume du Kongo, à moins que ce ne soient les commerçants européens, habitués au Kongo, qui l'aient appliqué par commodité à cette monarchie¹⁷. À l'extrémité sud, le Royaume du Loango était bien établi vers 1500 puisque tous les récits de navigation du début du XVI^e siècle se réfèrent nommément au Mani Loango et à Mbanza Loango. Les seules incertitudes, difficiles à lever, concernent sa fondation et son extension. Certaines traditions font du Loango un État dérivé du Royaume du Kongo, dont le fondateur aurait été un parent du premier roi du Loango. Selon d'autres traditions, la fondation du Royaume de Loango découla de processus internes à la société vili. Il est possible que le Loango ait entretenu avec le Kongo des relations étroites, peut-être de vassalité, jusque vers la fin du

14. O. Dapper, 1668.

15. E. Ardener, 1956 et 1968; M. Mdoumbe-Moulongo, 1968; H. Ngoa, 1969.

16. P. Laburthe-Tolra, 1977, p. 77-413.

17. J. A. Avaro, 1981, p. 23-30 et 39-59; E. M'Bokolo, 1981, p. 11-28; K. D. Patterson, 1975, p. 1-25.

XV^e siècle. Quant à son extension, le Loango fit sentir son influence, plutôt d'une manière discontinue, jusqu'au cap Sainte-Catherine et, peut-être, jusqu'au cap Lopez. Comme dans beaucoup d'États d'Afrique centrale, le roi avait surtout des fonctions rituelles. Fondée par une famille de forgerons, l'institution de la royauté était liée au culte du feu : à son couronnement, chaque *maloango* allumait le *ntufia* (feu sacré) qui devait brûler jusqu'à sa mort ; des flambeaux allumés à ce feu étaient transportés religieusement dans les capitales provinciales et, de là, dans les foyers lignagers. Un autre rituel important concernait la pluie, dont le roi était responsable. Chaque année, au début de la saison des pluies, un grand festival avait lieu dans la capitale. Le peuple, après avoir remercié le roi pour sa protection, le suppliait de faire tomber la pluie. Une fois les festivités terminées, le roi, dressé sur son trône, tirait une flèche vers le ciel et, rapporte un témoin, « il y avait ce jour-là une grande réjouissance, parce que souvent il pleuvait ». Le plus remarquable dans cette société était sans doute l'organisation très complexe de l'économie. L'agriculture vivrière très dynamique allait de pair avec un artisanat très diversifié : fabrication de tissus de raphia destinés à l'habillement et à servir de monnaie ; travail de l'ivoire, du cuivre et du bois de teinture ; production de sel. Écoulés sur les marchés locaux, notamment celui de Buali, la capitale du royaume, ces produits gagnaient aussi des marchés extérieurs au royaume. Un réseau commercial, fondé sur l'alliance entre les chefs vili de Loango et ceux des peuples voisins, permettait d'atteindre l'estuaire du Gabon, le pays Kunyi et le Pool Malebo, dominé par les Teke¹⁸. Le commerce atlantique ne fut donc pas créateur dans cette région, il donna seulement une intensité et une ampleur nouvelles à un système d'échanges déjà bien établi.

Le commerce atlantique

L'histoire locale du commerce atlantique dans cette partie de l'Afrique est encore mal connue : les livres de comptes des commerçants européens, dont beaucoup n'ont pas été retrouvés, sont souvent fragmentaires. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, nombre de descriptions de l'Afrique centrale présentent comme originales et certaines des informations de deuxième, voire de troisième main. On peut néanmoins avancer dès à présent certains faits avérés.

Le commerce fut d'abord le monopole du Portugal, dont les navigateurs Fernão do Po et Lope Gonçalves arrivèrent respectivement à l'île Formosa et au Gabon en 1472 et en 1473. Il ne se mit à prendre de l'ampleur qu'après 1500, lorsque les Portugais s'établirent définitivement dans l'île de Sao Tomé : celle-ci avait besoin d'esclaves pour ses propres plantations de canne à sucre, tout en servant d'entrepôt pour les cargaisons à destination des Amériques. Les îles de Principé et d'Annobom, désertes avant l'arrivée des Portugais, furent également peuplées par des esclaves capturés sur les côtes voisines.

18. P. M. Martin, 1972, p. 1-32 ; R. Gray et D. Birmingham, 1970, p. 141-146.

Le commerce semble avoir été relativement peu important. À la fin du XVI^e siècle, des révoltes d'esclaves, dont les plus importantes eurent lieu à Sao Tomé en 1574 et 1586, ruinèrent le commerce portugais dans la région. Les Hollandais entrèrent en scène après 1598: ils créèrent de nouveaux centres d'échanges à l'embouchure du Wouri (Douala), dans l'estuaire du Gabon, et au cap Lopez, et éliminèrent les Portugais du Loango. Une nouvelle étape fut franchie vers 1660: le commerce négrier connut dès lors un développement massif qui allait se prolonger jusqu'au milieu du XIX^e siècle. La France et la Grande-Bretagne devinrent les principales puissances marchandes dans la région, mais l'activité des Portugais, des Hollandais et des Danois réussit à maintenir une situation de concurrence, ce qui eut pour effet d'augmenter régulièrement le prix des esclaves et de multiplier les points de vente sur la côte.

L'importance précise de ces échanges est difficile à mesurer. Jusqu'à un certain point, la position de ces pays, au fond du golfe de Guinée, constituait un obstacle à leur essor. En effet, les bateaux négriers suivaient souvent la « petite route », ce qui les obligeait à s'arrêter aux différentes stations négrières de la côte atlantique, de la Sénégambie à Calabar, avant d'atteindre le Cameroun, le Gabon et le Loango: ces trois points se situaient ainsi à bout de course, lorsque la cargaison des bateaux était déjà presque complète. L'autre route, la « grande route », permettait d'éviter ces haltes intermédiaires et, en tirant le meilleur parti des vents et des courants marins, d'arriver directement au sud du cap Lopez et de commencer la traite à Loango ou dans les ports voisins. Les capitaines négriers préféraient aussi les esclaves achetés à Loango et plus au sud, « la fleur de la traite, doux et tranquilles, façonnés à la servitude [...], toujours contents de leur sort », tandis que ceux du Gabon et du Cameroun avaient la réputation de mal supporter les effets physiques et les contraintes de l'esclavage¹⁹.

On en arrive ainsi aux nuances suivantes. Sur la côte du Cameroun, les échanges entrèrent dans leur phase la plus active vers 1750²⁰. L'estuaire du Wouri et, plus particulièrement, Douala en étaient les principaux centres. Là venaient essentiellement des navires hollandais, quoique de 1732 à 1759, sur les 153 expéditions commerciales organisées par la Middelburgsche Commerce Company vers l'Afrique, 10% seulement d'entre elles aient été destinées au Cameroun²¹. Mais on ignore toujours le nombre des navires hollandais appartenant à d'autres compagnies et celui des bateaux anglais dont tout indique qu'ils venaient nombreux dans la région. Douala se ravitaillait essentiellement dans le Nord et le Nord-Est; aucune relation marchande n'est attestée à cette époque avec le Sud. Vers le nord, le Mungo donnait accès aux *grasslands* ou les guerres chamba fournirent, à partir de 1750, de nombreux esclaves. Vers le nord-est, le Wouri conduisait au pays Nun-Mbam. En l'état actuel des connaissances, toute estimation chiffrée de ce trafic serait hasardeuse.

19. L. Degrandpré, 1801, cité par E. M'Bokolo, 1981, p. 17.

20. E. Ardener, 1968; J. Bouchaud, 1952, p. 79-104.

21. R. A. Austen et K. Jacobs, 1974, p. 7.



18.4. Masque fang porté par un membre de la société Ngil, association d'hommes organisée en fonction d'initiations déterminées et dont les membres maintenaient l'ordre dans la communauté et la protégeaient contre les mauvais sorts. Hauteur: 70 cm.
[Collection Musée de l'homme, Paris. © Photo: D. Destable.]]

Cette incertitude a conduit certains historiens à minimiser les exportations d'esclaves au profit d'autres produits, en particulier l'ivoire dont les Hollandais prélevèrent d'importantes quantités au XVIII^e siècle. Au Gabon, le principal centre d'échanges fut la région de l'estuaire, le cap Lopez ne commença à participer activement au commerce atlantique que sous le règne de Reombi-Mpolo (vers 1790-1810). Ici encore, malgré la rareté des données chiffrées, le commerce négrier fut de quelque importance si l'on en juge par la gravité du conflit qui opposa les Portugais aux Hollandais au sujet de la possession du Gabon au début du XVIII^e siècle et par le nombre de navires envoyés dans cette région par le port français de Honfleur : aux esclaves venaient s'ajouter d'importantes quantités d'ivoire, de cire et de bois de santal. Ces derniers produits étaient fournis par les chasseurs et cueilleurs kele et fang de la région voisine. Les esclaves venaient du moyen Ogooué qui fournissait aussi le cap Lopez. Le commerce du Loango est en définitive le mieux connu. Le commerce négrier proprement dit dura relativement peu de temps par rapport à celui de la Côte-des-Esclaves ou de l'Angola : commencé sur une large échelle vers 1670, il était presque inexistant en 1780. Jusqu'au milieu du XVII^e siècle, le Loango fournissait surtout de l'ivoire, des bois de teinture et des tissus de raphia, très recherchés dans toute l'Afrique centrale comme monnaie : ainsi, 2 ou 3 bateaux portugais de Luanda venaient annuellement chercher de 6 000 à 7 000 pièces de tissu avec lesquelles les Portugais payaient leurs soldats. Le nombre des esclaves exportés par la côte du Loango (Loango, Malemba, Cabinda), qui était de 100 par an vers 1639, passa à 12 500 par an pour la période 1762-1778 et à 13 000-14 000 par an entre 1780 et 1790²². Les livres de comptes des capitaines négriers ont laissé des indications précieuses sur l'origine ethnique des esclaves achetés par les Européens à Loango. Les Vili de Loango ne figuraient que rarement parmi ces esclaves destinés aux marchés extérieurs. Trois groupes dominaient : les Mayombe, voisins immédiats des Vili, les Monteque (Teke du Pool Malebo) et les Quibangué (Bubangué et « gens d'eau » des fleuves Congo et Oubangué). Ce dernier nom montre que, à son extension maximale, la traite atlantique avait touché le cœur du continent. Vers 1780, Loango perdit son importance au profit d'Apomande au cap Lopez et de Malemba et Cabinda, ports respectifs de deux petits États, Kakongo et Ngoyo, autrefois vassaux du *maloango*.

Des dynamismes complexes

Pour une région aussi restreinte, l'analyse des effets de ce système d'échanges intenses et prolongés doit être menée avec rigueur et finesse. L'une des tendances, relativement ancienne, de la recherche privilégie les effets destructeurs du commerce atlantique²³. Les pertes démographiques, résultant des exportations d'esclaves mais aussi des guerres pour les capturer et

22. R. Gray et D. Birmingham, 1970, p. 149.

23. R. F. D. Rinchon, 1929; W. Rodney, 1972.

des maladies venues d'Europe et des Amériques, prennent dans cette perspective une importance cruciale. Walter Rodney, s'appuyant sur l'exemple du Loango, a mis en lumière la stagnation technique provoquée par les importations massives des marchandises européennes et américaines et la ruine des artisanats métallurgiques et textiles locaux²⁴. Une autre tendance, plus récente, de la recherche serait plutôt portée à atténuer les pertes mesurables subies par les sociétés africaines. Ainsi, pour Philip Curtin, les « trois migrations transatlantiques » (exportation des esclaves d'Afrique vers les Amériques et, dans l'autre sens, diffusion de maladies inconnues et de plantes vivrières nouvelles) ont peut-être vu leurs effets s'équilibrer²⁵. Le débat reste ouvert. On se contentera ici de souligner, en rapport avec ces échanges, les dynamismes de tous ordres et les mutations de longue durée touchant aussi bien l'organisation sociale et les structures politiques que le peuplement et les mentalités.

En importance, l'une des toutes premières mutations fut l'introduction de cultures vivrières originaires des Amériques : maïs, manioc, arachides, haricots, tabac²⁶. À partir d'environ 1600, il suffira de deux siècles et demi pour voir ces cultures se substituer, parfois en les éliminant, aux anciennes plantes, bananes, sorgho, millet, ignames. La diffusion de ces cultures ne se limita pas à la zone côtière mais gagna rapidement l'intérieur des terres, parfois en longeant les routes marchandes, parfois indépendamment de celles-ci. Le manioc connut le succès le plus fulgurant. Signalé sur la côte du Loango dès 1608, il était déjà cultivé en pays Teke à la fin du XVII^e siècle. Cet essor repose sur plusieurs facteurs. Son rendement était nettement supérieur à celui des ignames. Il offrait aussi une grande sécurité contre les aléas climatiques et les désordres sociaux puisque sa racine pouvait rester en terre, sans dommage, pendant au moins deux ans. Plante à usages multiples, ses feuilles étaient comestibles, tandis que sa racine se prêtait à plusieurs techniques de transformation et de conservation : l'une d'elles permettait de fabriquer un pain fameux (*chikwangue* chez les Kongo) qui se conservait pendant environ six mois. Au cours du XVIII^e siècle, le manioc se répandit dans toute la cuvette congolaise en suivant le cours du fleuve Congo (Zaïre) et de ses multiples affluents. Plus lentement sans doute et de manière moins spectaculaire, le maïs, dont la présence sur la côte est attestée avant 1600, se substitua au sorgho. Les autres cultures furent progressivement intégrées dans les différents systèmes d'assolement. L'ampleur et la rapidité de ces mutations sont telles que J. Vansina a parlé, à juste titre, d'une véritable « révolution agricole ». Elles témoignent d'abord d'une très grande capacité d'innovation technique des communautés paysannes d'Afrique centrale. Il reste cependant difficile d'interpréter leurs effets. Ont-elles contribué, comme on l'a souvent souligné, par une alimentation plus sûre et plus diversifiée, à une plus grande résistance physique de la population et à une plus

24. W. Rodney, 1972, p. 103-123.

25. P. D. Curtin, 1969, p. 270-271.

26. J. Vansina, 1978*b*.

forte croissance démographique? Rien n'est moins sûr. La valeur nutritive du manioc est médiocre et l'on a constaté, du moins au XIX^e siècle, des signes graves de malnutrition chez les peuples qui l'ont utilisé le plus, comme les Tio et les Mboshi. D'une manière plus générale, les vastes défrichements que ces cultures ont nécessités ont peut-être facilité la multiplication des moustiques et la diffusion de la malaria et de la fièvre jaune. Au niveau social, cette révolution agricole contribua, avec le commerce lui-même, à créer une nouvelle division du travail: les nombreuses tâches agricoles — défrichements, cultures, conditionnement des produits — furent progressivement délaissées par les hommes, qui préféraient se consacrer au commerce plus rémunérateur, et confiées aux femmes et aux esclaves. L'intensification de l'esclavage domestique et des autres formes de dépendance fut une conséquence directe de ces mutations agricoles.

Dans les régions les plus proches de la côte, soumises aux contacts directs avec le commerce étranger, les transformations revêtirent une très grande complexité. Ce fut aux XVII^e et XVIII^e siècles que le peuplement se stabilisa et que commença un processus de redistribution qui allait s'achever au XIX^e siècle. Ces mouvements de population furent particulièrement complexes au Cameroun et au Gabon: le XVII^e siècle vit l'occupation de l'estuaire du Gabon par de nouveaux clans mpongwe et le XVIII^e l'arrivée des Orungu au cap Lopez et des Nkomi à Fernán Vaz²⁷. Au cours du XVIII^e siècle, commença la lente dispersion des Fang quelque part depuis la rive droite de la Sanaga en direction de la mer²⁸. Quant aux structures politiques, le commerce côtier eut des incidences assez contradictoires²⁹. Dans un cas seulement, parmi les Orungu du cap Lopez, il détermina la constitution d'un État fort, centralisé, dont le clan royal — Abolia ou Alombe — détenait le monopole exclusif du commerce avec les Européens. La formation ou le renforcement de cet État eut lieu assez tard, à l'époque où la traite battait son plein, sous le règne de Rwombi-Mpolo (vers 1790-1810). Partout ailleurs sur la côte, ce fut le mécanisme inverse qui opéra, celui d'un éclatement des centres d'autorité et d'un morcellement du pouvoir politique. Dans ce cas, l'organisation du commerce, du côté africain, ne fut pas le monopole de l'État: la concurrence bénéficia à quelques individus, princes, roturiers, voire anciens esclaves, qui formèrent une nouvelle aristocratie, jalouse de ses privilèges et avide de pouvoir politique. À Douala, la rivalité se cristallisa entre la famille de Bela (« King Bell ») et celle de Ngando (« King Akwa ») pour aboutir à une rupture définitive au début du XIX^e siècle. Au Gabon, la rive droite de l'estuaire était contrôlée par les deux branches du clan aguekaza et la rive gauche par les clans asiga et agulamba. Au Loango, ce furent des hommes nouveaux — courtiers, commerçants, caravaniers et autres intermédiaires — qui connurent la meilleure fortune, ayant les moyens d'acheter la terre auprès du roi et de rassembler

27. H. Bucher, 1977, p. 149-170; J. A. Avaro, 1981, p. 97-146 et 175-193.

28. P. Alexandre et J. Binet, 1958, p. 13-17; P. Laburthe-Tolra, 1977, p. 410-411.

29. J. A. Avaro, 1981, p. 143-146; J. R. Brutsch, 1950, p. 213-216; P. M. Martin, 1972, p. 158-174; E. M'Bokolo, 1981, p. 19-28.



18.5. Masque de style nguni du Gabon. Porté par un danseur sur échasses, il représente l'esprit d'une jolie jeune femme revenu sur terre, après sa mort, pour prendre part à une cérémonie funèbre en tant que membre de la communauté des vivants. Hauteur: 26 cm.
[Collection Musée de l'homme, Paris. © Photo: M. Delaplanche.]

dans leur entourage de nombreux subordonnés libres ou serviles: on cite, à la fin du XVIII^e siècle, l'exemple de roturiers possédant la bagatelle de 700 subordonnés qui guerroyaient ou cultivaient la terre pour leur compte. Le Maloango en fut réduit à vendre à ces nouveaux riches de hautes charges de l'État. Il est certain qu'à Douala, au Gabon comme au Loango, la condition du peuple allait en se dégradant. Fait social significatif, le vocabulaire ancien de ces sociétés est étonnamment riche en termes désignant les très nombreuses formes de dépendance et les différents degrés de servitude. Les mentalités collectives subirent aussi des inflexions majeures, quoique, sur ce terrain encore négligé par la recherche, il soit nécessaire d'avancer avec prudence. On voit ainsi apparaître ou se développer au XVIII^e siècle de nouvelles pratiques magiques et de nouvelles conceptions de la maladie dont le centre est l'individu, et non plus le groupe familial, et l'objectif principal est d'assurer la protection contre de multiples agressions³⁰. Cette évolution est sans doute liée à une insécurité plus grande comme le montre très nettement le cas du Loango: dans le royaume traditionnel, toute personne pouvait en appeler à la justice royale; il suffisait qu'elle se rendît à la capitale en empruntant des routes spéciales, *nzila si nzambi* (chemins de dieu) ou *nzila ivanga nzambi* (chemins créés par dieu), qui assuraient une complète immunité; or, au XVIII^e siècle, les traditions abondent en exemples de violation flagrante de cette immunité.

L'axe du fleuve Congo et le grand commerce congolais

Évoquant le fleuve Congo (Zaire) comme «une ligne de départ», le géographe Gilles Sautter a remarquablement souligné le rôle du majestueux fleuve d'Afrique centrale: «Le Congo n'est pas seulement, par ses chenaux et ses îles largement étalées, un monde original qui se juxtapose aux zones [voisines]. Il représente aussi, pour ces dernières, un facteur de coordination et d'intégration régionale. Son influence est à la fois directe, comme plan d'eau régulateur, et indirecte, en tant que grande voie navigable, offerte aux initiatives humaines³¹.»

En effet, jusqu'à la colonisation, le fleuve a agi comme un puissant trait d'union entre les différents peuples de l'immense cuvette congolaise. Ce rôle ne concerne pas seulement le fleuve lui-même, dans sa partie navigable, en amont du Pool Malebo, il est également dû à ses multiples affluents, en particulier l'Alima, la Likouala, la Sangha, l'Oubangui sur la rive droite et le Kwa, la Ruka, l'Ikelemba et la Lulonga sur la rive gauche. Depuis des temps visiblement très anciens s'est organisé un remarquable système d'échanges, qui n'a cessé de gagner en ampleur et en complexité et de façonner la plupart des sociétés humaines riveraines du fleuve et de ses affluents.

30. J. M. Janzen, 1979; E. M'Bokolo, 1983.

31. G. Sautter, 1966, p. 231.

Une économie d'échanges ancienne

De très nombreux indices témoignent de cette ancienneté. Certes, pour des raisons évidentes, les traditions ne remontant guère au-delà d'une quinzaine de générations, le peuplement de la région reste difficile à retracer dans ses péripéties chronologiques et dans le détail de ses orientations. Il est cependant possible, avec le secours de la linguistique, de distinguer deux mouvements principaux. Le premier et le plus ancien est un mouvement de grande ampleur qui a conduit ces peuples de langue bantou dans cette région depuis leur foyer originel de dispersion : ce mouvement semble avoir été orienté du nord-ouest vers le sud-est. En effet, la plupart de ces peuples appartiennent, dans la classification de Guthrie, à la zone C. Quelques langues présentent aujourd'hui encore de très fortes parentés avec certaines langues nigéro-camerounaises : il en est ainsi du bobangui avec le tunen et le jawara³². Ces éléments laissent à penser qu'une migration eut lieu directement de la zone originelle nigéro-camerounaise vers l'habitat actuel en suivant les cours d'eau, en particulier la Sangha, qui constituaient les routes les plus commodes dans cette région de marécages et de forêt dense. Dès la fin du XV^e siècle et le début du XVI^e les écrits portugais citent plusieurs peuples, notamment les Bolia, les Boma et les Tio, dans leur emplacement actuel³³. Il faut noter, à côté de ce premier mouvement, des mouvements de faible ampleur, probablement plus tardifs et orientés d'est en ouest, qui ont conduit progressivement à la stabilisation et à l'individualisation de certains groupes. Ainsi, dans le « pays des rivières », traversé par la Likouala-Massaka et ses affluents, tous les peuples situent leur origine à l'est, de l'autre côté du fleuve³⁴.

Ces derniers mouvements ont sans doute contribué à créer les conditions ou à élargir les bases d'une économie d'échanges, en répartissant la population sur des zones écologiques complémentaires, fronts d'eau, terres inondables et, plus rarement, terres sèches. En effet, les activités agricoles et la pêche se pratiquent concurremment pendant la saison sèche, qui est aussi celle des basses eaux du fleuve et de ses affluents. La population a donc dû choisir, les gens d'eau privilégiant la pêche, dont les produits étaient traditionnellement dotés d'une grande valeur et qu'ils n'avaient pas de mal à échanger contre des vivres ou des produits de l'artisanat.

L'archéologie vient heureusement à l'appui de ces assertions. D'abord, il est remarquable que toutes les strates connues de la préhistoire zaïro-congolaise se retrouvent autour du Pool Malebo, témoignant ainsi d'une rare continuité aussi bien dans la densité du peuplement que dans la diversité des activités humaines. S'agissant plus particulièrement des échanges, deux sites sont très révélateurs. Dans le premier, situé à Kingabwa près de Kinshasa, sur la rive droite du Pool Malebo, on a exhumé plusieurs types de poteries dont l'un, à la décoration très raffinée, a été retrouvé dans d'autres

32. J. H. Greenberg, 1963, p. 35-38; J. D. Fage et R. A. Oliver, 1970, p. 131-140.

33. J. Vansina, 1965, p. 78, 80, 81, et 1973*b*, p. 439-446; G. Sautter, 1966, p. 363.

34. G. Sautter, 1966, p. 212, 243-247.

sites mineurs de la région de Kinshasa et le long du fleuve, jusqu'au lac Mai Ndombe. Datées de 1450 à 1640, ces poteries sont les meilleurs indices de relations commerciales très anciennes le long du Congo (Zaire) et de ses affluents. Dans le second site, à Mafamba, près du confluent du Kwa et du Congo, on a découvert de très nombreuses pipes d'argile, de styles très variés, dont la plupart n'ont pas servi, ce qui suggère que Mafamba en était un centre de production ou un entrepôt redistribuant cette marchandise dans la région.

Les poteries et les pipes sont loin d'épuiser la gamme des marchandises échangées. Il semble que deux produits aient dominé dans les échanges à longue distance: le camwood, ou poudre rouge, en tant que cosmétique, et le cuivre tiré des gisements du bas Congo. En revanche, leur faible valeur d'échange et les coûts élevés de transport restreignaient à des échanges locaux, dans un rayon restreint, des produits dont la matière première était relativement facile à trouver et la technique de production assez rudimentaire, tels que le sel, les tissus, les nattes et les paniers³⁵. Ces échanges, déjà florissants avant le XV^e siècle, allaient être particulièrement activés par le développement du commerce sur la côte atlantique.

La greffe du commerce atlantique et ses conséquences

Cette greffe se fit en plusieurs phases³⁶. Dans un premier temps, de la fin du XV^e siècle à 1560 environ, ce fut le Royaume du Kongo qui joua le rôle essentiel. Dès 1529, les documents d'origine portugaise indiquent que la région du Pool Malebo était l'un des principaux fournisseurs d'esclaves, grâce aux routes qui la reliaient à Mbanza Kongo (São Salvador) et à Mpinda. Au milieu du XVI^e siècle, les Anziques (Tio, Teke du Pool) formaient d'importants contingents de la population servile du Pérou, de Colombie et du Brésil. Ces esclaves étaient alors acheminés en même temps que quantité d'ivoire, de tissus de raphia et de bois rouge. En sens inverse, le Pool se mit à recevoir des *nzimbu* (coquillages qui servaient de monnaie au Royaume du Kongo), des perles, des tissus et des alcools européens. La période 1560-1750 correspond à un déclin du commerce du Kongo, sans que cela ait entraîné dans le Pool et ses annexes une réduction des échanges des produits destinés à l'exportation. En effet, alors que le Kongo souffrait de la concurrence croissante de l'Angola et de troubles intérieurs provoqués notamment par les Jaga, ces mêmes Jaga s'installèrent dans les régions comprises entre le Pool et la côte, contrôlant le royaume de Bungu, la province kongo de Nsundi et les mines de cuivre de Mindouli. Par conséquent, le déclin des routes reliant le Pool à la côte par le Kongo fut largement compensé par le dynamisme nouveau de l'axe Pool-Loango. Une troisième phase s'ouvrit vers 1750 pour se prolonger jusqu'au milieu du XIX^e siècle: le bassin du Congo et de ses affluents devint alors le principal pourvoyeur d'esclaves pour les Amériques, un réseau de routes caravanières

35. P. de Maret, F. van Noten et D. Cahen, 1977, p. 495, 497-498; R. Harms, 1981, p. 20-23.

36. R. Harms, 1981, p. 24-28.

particulièrement dense le reliant à une multitude de ports situés de part et d'autre de l'embouchure du fleuve, soit Loango, Cabinda, Boma, Ambri-zette, Ambriz et Luanda.

Tout au long de ces trois phases, le Pool Malebo, lieu de rupture de charge entre les pistes et les routes terrestres qui contournaient les rapides non navigables du Congo et les voies fluviales situées en amont, fut aussi le point de jonction entre le grand commerce congolais et le commerce atlantique. L'effet d'entraînement de celui-ci sur l'économie régionale repose sur des mécanismes aisés à comprendre: le commerce d'exportation mobilisait des marchandises de très forte valeur, ce qui eut pour effet de rendre rentables les transports à longue distance sur le Congo et ses affluents. Du coup, le commerce des produits d'usage local, même transportés sur de longues distances, devint à son tour rentable, ce qui stimula les spécialisations régionales. Le grand commerce fut donc non pas une simple superposition mais une articulation complexe d'un système d'échanges orienté vers le monde extérieur et d'un autre système orienté vers la satisfaction des besoins régionaux. Chacun reposait cependant sur des produits, des règles et des structures spécifiques.

L'aire géographique correspondant à ces niveaux d'échanges ne cessa de s'étendre à partir de 1500 environ. Vers 1690, le Pool Malebo entretenait des relations commerciales permanentes et actives avec le bas Kasaï et les pays de l'Alima. Un siècle plus tard, l'Oubangui était parfaitement intégré à cet espace commercial de même que toutes les rivières intermédiaires et leurs affluents, Alima, Likouala, Sangha sur la rive droite, Lulonga, Ruki, Mfimi, lac Mai-Ndombe, Kasaï et Kwango sur la rive gauche. La seule incertitude concerne la profondeur de la pénétration commerciale le long de ces différents cours d'eau. Ce fut seulement au XIX^e siècle, semble-t-il, que la frontière commerciale avança jusqu'au confluent de l'Oubangui et de l'Uele.

Le long de ces voies d'eau et, notamment, à leurs confluent existaient de très nombreux marchés dont le dénombrement complet devrait être permis par l'archéologie. Les plus gros se trouvaient évidemment à la croisée des chemins les plus importants, c'est-à-dire dans le Pool Malebo où l'on en comptait quatre dès le XVIII^e siècle et peut-être avant: Ntamo et Kinshasa sur la rive gauche, Mpila et Mfwa sur la rive droite. Selon les estimations des observateurs du XIX^e siècle, chacun de ces quatre marchés abritait en permanence de 3 000 à 5 000 habitants, auxquels il faut ajouter les gens de passage, nombreux surtout pendant la saison commerciale. Celle-ci correspondait à la saison sèche, d'avril-mai à septembre, avec une très forte concentration des affaires en août. Pendant la saison des pluies, on assistait à un ralentissement des activités, mais les marchandises destinées à l'étranger continuaient de s'exporter et les petits marchés en amont du Pool restaient ouverts.

Faute de statistiques, il est très difficile de se faire une idée exacte du volume des échanges. De rares indices sont cependant disponibles. Au XIX^e siècle, la pirogue type, dont les dimensions ne semblaient pas avoir changé depuis le milieu du siècle précédent, mesurait 15 mètres de long sur 80 à 90 centimètres de large et pouvait transporter de 1,5 à 3 tonnes de marchandises. La capacité moyenne d'un payeur était de l'ordre de 65 à 90 kilos, transportés sur

environ 80 kilomètres par jour en descendant le fleuve et sur 50 kilomètres en le remontant. Au XIX^e siècle, alors que le commerce des esclaves avait disparu, on estimait qu'il passait au Pool au minimum une tonne de marchandises par jour et jusqu'à 40 tonnes au plus fort de la saison commerciale³⁷.

Le système d'échanges orienté vers le monde extérieur reposait principalement sur deux marchandises: les esclaves et l'ivoire. Les esclaves, dont le commerce connut un véritable boom après 1750, provenaient principalement de quatre régions: le bassin de la Lulonga, les pays de l'Alima, le pays Boma situé entre le confluent du Congo et du Kwa et le lac Mai-Ndombe, et le bassin de l'Oubangui. À titre d'exemple, le trafic négrier dans la vallée de la Lulonga révèle l'extrême complexité de ces échanges: autour du principal marché, Basankusu, existaient de très nombreux villages où les esclaves se livraient à l'agriculture en attendant d'être vendus; une partie des esclaves vendus suivait le cours du fleuve pour être exportée; une autre partie remontait le cours de l'Oubangui pour être vendue aux Loi en échange de l'ivoire destiné aux marchés du Pool et de la côte atlantique³⁸. C'est dire que les esclaves, marchandise d'exportation par excellence, servaient aussi localement. Cette situation était due non seulement aux mutations de l'agriculture déjà signalées mais aussi aux nécessités des échanges et aux transformations des structures sociales et politiques. Ainsi, les peuples riverains du Kwa achetaient aux Boma des esclaves chargés de transporter leurs marchandises jusqu'au Pool et vice versa.

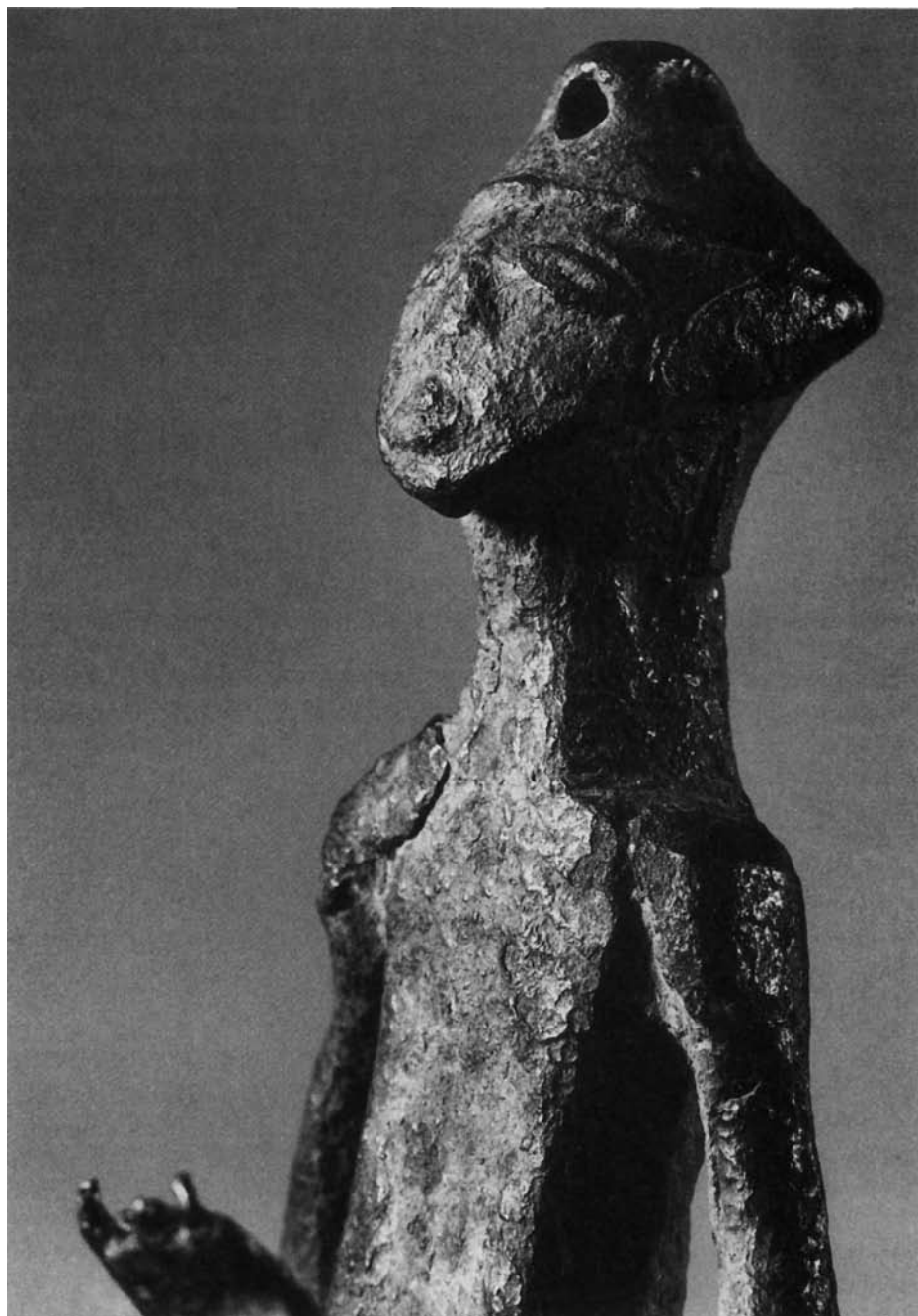
Chez les Tio, l'esclavage domestique était si développé que le mot *mboma* (homme de l'ethnie boma) en vint à désigner toute personne stupide ou de condition inférieure. Avec l'essor du commerce négrier, on vit se multiplier les mécanismes d'asservissement. Chez les Bobangui, le principal peuple commerçant du bassin du Congo, on faisait une distinction entre *montonge*, esclave capturé, et *montamba*, esclave vendu par ses parents, ce qui indique à quel point les valeurs sociales avaient été bouleversées par le commerce négrier. Celui-ci était perçu dans toute la région comme un commerce de luxe et un trafic honteux: commerce de luxe parce qu'il ne profitait qu'à une infime minorité, les chefs de lignage et de village ainsi que les intermédiaires bobangui; trafic honteux puisque dans les négociations marchandes, on répugnait à utiliser le mot « esclave », lui préférant l'euphémisme allusif de « chien ».

La deuxième marchandise d'exportation, l'ivoire, apparaît dans les textes portugais dès le XVI^e siècle comme l'un des produits les plus rémunérateurs. L'utilisation locale de l'ivoire était ancienne puisqu'on en faisait des bracelets et des épingles à cheveux. Mais il semble que, comparé au cuivre qui servait aussi à fabriquer bijoux et parures, sa valeur d'échange soit restée assez faible dans la région.

La densité des troupeaux d'éléphants était élevée en zone forestière, en particulier dans le bassin de la Sangha et dans la vallée de la Lulonga et de ses deux affluents, le Lopori et la Maringa. La chasse à l'éléphant était

37. J. Vansina, 1978a, p. 255-258.

38. R. Harms, 1981, p. 30-31.



18.6. Statuette kuba en fer forgé, vers 1515. Hauteur: 18,7 cm.
[Etnografisch Museum, Anvers.]

un quasi-monopole des Pygmées mais le réseau des droits sur les animaux abattus était si complexe que les chasseurs en tiraient en définitive peu de profit : chez les Likuba, les chefs accaparaient les deux défenses, ne laissant au chasseur que la viande ; chez les Tio et les Mboshi, les chefs prenaient de droit l'ivoire qui avait touché la terre lors de la chute de l'éléphant ; en outre, chez les Tio, le reste de l'ivoire était divisé en trois parts, la première pour le chasseur, la seconde pour le maître de la terre, la troisième pour le chef politique. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'ivoire suivit les mêmes routes et passa entre les mêmes mains que les esclaves qui représentaient, en valeur, l'essentiel des échanges. Le rapport entre les deux marchandises ne devait s'inverser qu'après 1830. La gamme des produits reçus en échange et provenant de la côte, limitée d'abord au sel, aux coquillages *nzimbu* de Luanda, aux tissus et aux perles, s'élargit vers le milieu du XVII^e siècle avec l'introduction d'objets métalliques, en particulier les couteaux, et des miroirs. Le XVIII^e siècle connut une augmentation spectaculaire des fusils et de la poudre, des produits à base de cuivre et d'étain, et des boissons alcoolisées.

La circulation de ces objets dans le bassin du Congo est mal connue. Il semble que l'organisation même des échanges, la valeur relative des produits selon les lieux et la diversité des goûts en aient empêché une distribution égale. Jusque vers 1750, on eut affaire à un « commerce fractionné », chaque groupe ethnique contrôlant une portion du fleuve ou de ses affluents : ce système facilita la confiscation de certains produits fortement valorisés, tels que les miroirs et la porcelaine. La vitesse de circulation de ces marchandises fait aussi l'objet de spéculations depuis que Stanley a estimé, vers 1880, à cinq ans la durée moyenne qu'un article européen mettait pour passer de la côte à l'Oubangui.

Le commerce des produits d'usage strictement local couvrait la même aire, ou une aire à peine plus grande, que le commerce des marchandises d'exportation. Ainsi, les pays du haut Ogooué produisaient des objets en fer qui arrivaient dans la zone du fleuve par l'intermédiaire des Kukuya et des Tio. Il n'était pas rare de voir des individus ou des groupes s'engager dans les deux commerces à la fois : le long du Kasai et de ses affluents, les Nunu et les Ntomba produisaient depuis le XVIII^e siècle des poteries, du sel et de l'alcool de canne à sucre pour le marché du fleuve Congo, en même temps que l'ivoire et la gomme destinés à la côte ; de même les Bobangui, intermédiaires privilégiés dans toute la région, fabriquaient des produits divers, essentiellement d'origine artisanale, destinés aux marchés locaux.

Ce commerce local se rapportait à deux types principaux de marchandises. Les produits vivriers bénéficiaient d'un énorme marché parce que, à partir du XVIII^e siècle, le niveau élevé et sans cesse croissant de la demande extérieure conduisit de nombreux villages à se spécialiser dans le commerce. C'était le cas, en particulier, au Pool, dans les vallées de l'Alima, de la Likouala-Massaka et de la Sangha ainsi que dans les centres commerciaux de la zone forestière qui ne parvenaient plus à l'autosuffisance alimentaire. Le manioc, cultivé et transformé par les femmes, était l'un des produits les plus recherchés. Le palmier à huile fournissait des denrées variées : l'huile de consommation, dont les profits de la vente étaient partagés entre le proprié-



18.7. Enclume kuba. Hauteur: 28 cm.
[Institut des musées nationaux du Zaïre.]

taire de l'arbre, l'homme qui avait escaladé celui-ci pour couper le régime et la femme qui en avait extrait l'huile; le vin de palme, produit exclusivement par les hommes. Le sel représentait un autre produit d'importance vitale, qu'il s'agît de sel gemme venant du pays Mboshi ou de sel végétal fabriqué surtout par les peuples riverains des voies d'eau. Ces mêmes peuples fournissaient de nombreuses espèces de poissons, frais ou fumés selon des techniques très au point. On trouvait enfin du tabac et des alcools locaux.

L'artisanat contribua également à alimenter le commerce. Il était l'œuvre de spécialistes: dans les sociétés d'agriculteurs, les femmes se chargeaient de la production agricole alors que l'artisanat était l'apanage des hommes; en revanche dans les sociétés de pêcheurs, la capture des poissons revenait aux hommes, ce qui libérait les femmes pour les travaux d'artisanat. Les fabrications les plus recherchées étaient les suivantes: les nattes, une spécialité des « gens de terre » par opposition au « gens d'eau »; le camwood, ou poudre rouge, produit par les femmes; les tissus de raphia pour lesquels les Tio étaient fort réputés; les outils en fer; la poterie, fabriquée dans la plupart des villages mais selon des techniques et avec des décorations différentes, ce qui en stimulait les échanges; les pirogues enfin, de toutes dimensions, les grandes destinées au commerce mesurant jusqu'à 20 mètres et davantage, tandis que les petites, de l'ordre de 3 mètres de long, servaient aux déplacements sur de courtes distances entre les villages de pêcheurs³⁹.

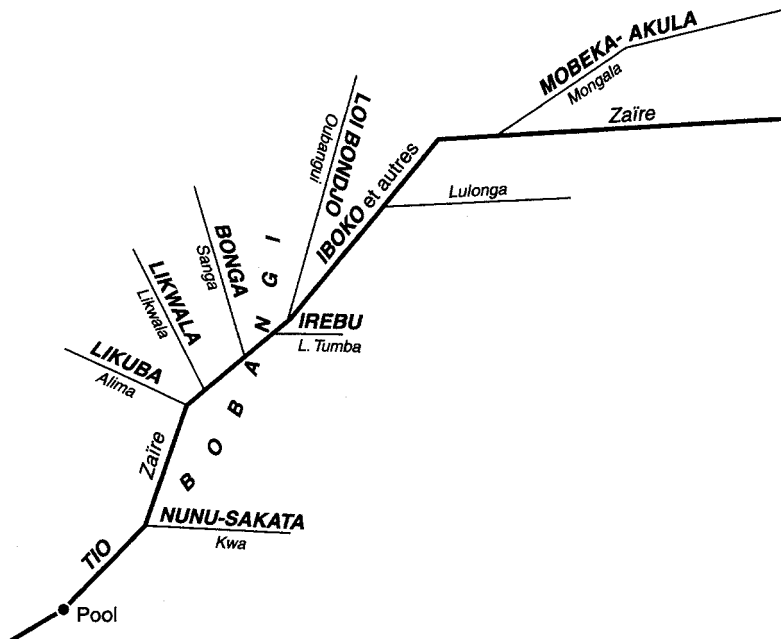
Les différences étaient donc grandes entre les deux types d'échanges. Le commerce orienté vers l'étranger reposait sur une économie de destruction — arrachement des hommes de leur terre, chasse — peu soucieuse de la reproduction des richesses sur lesquelles il reposait: il ne profita qu'à une très petite minorité. Le commerce des produits locaux était fondé sur une économie de production, qui ne cessa de s'élargir au cours des siècles et qui contribua soit au maintien soit à l'amélioration des techniques villageoises: les bénéficiaires en furent les petites gens, les hommes autant que les femmes, chacun selon le volume de sa production.

Des sociétés très diversifiées

Ces échanges, qui durèrent très longtemps, agirent comme un facteur d'unification progressive des différents peuples du bassin du Congo, malgré les obstacles qui tendaient à préserver les particularismes. Au nombre de ces obstacles figurait l'organisation même du commerce — le commerce fractionné — qui resta rigide jusqu'au milieu du XIX^e siècle: le fleuve et ses affluents étaient découpés en sphères d'influence contrôlées chacune par un groupe ethnique, par exemple les Sakata et les Nunu sur le Kwa et le Mfimi, les Likuba sur l'Alima et les Loi sur le bas Oubangui. Ce fut seulement au cours du XVIII^e siècle que les Bobangui se mirent à régner sur l'ensemble de l'axe Congo-Oubangui. La méfiance présida longtemps aux relations entre les différents partenaires et les pillages n'étaient pas

39. G. Sautter, 1966, p. 272-278; J. Vansina, 1973*b*, p. 276-281; R. Harms, 1981, p. 51-69.

rars. Pour s'en préserver, les expéditions commerciales étaient imposantes, réunissant 10 grandes pirogues ou davantage, mues chacune par 30 à 60 payeurs. Les conflits d'intérêts débouchaient parfois sur de véritables guerres: ce fut le cas entre les deux groupes les plus engagés dans les échanges, les Bobangui et les Tio, qui ne devaient conclure un accord durable qu'au début du XIX^e siècle. Parmi les nombreux facteurs d'unification, il faut retenir d'abord les techniques commerciales elles-mêmes. Ainsi, à partir du XVIII^e siècle, l'ensemble de la région se mit à adopter les mêmes monnaies pour les transactions — tissus de raphia, *nzimbu*, cauris, numéraires en cuivre — qui semblent avoir été localement en concurrence avec des monnaies d'utilisation plus restreinte. De même, la pratique très répandue du crédit créa de longues chaînes de solidarité dans toute l'aire commerciale. La conduite fructueuse du commerce exigeait aussi le déploiement de stratégies d'alliances étendues: alliances matrimoniales et, surtout, fraternités de sang qui créaient entre les partenaires de nombreuses obligations (protection et hébergement, solidarité financière en cas de dette, aide militaire, soutien moral et financier lors des deuils). Le commerce du fleuve agit ainsi comme un creuset, brassant les peuples, diffusant les mêmes pratiques et croyances, facilitant l'accession à l'hégémonie du bobangui, langue des échanges par excellence. Cette communauté de civilisation, dont la formation s'accéléra au XVIII^e siècle, allait s'épanouir entre 1850 et 1880.



18.8. Peuples et zones d'influence le long de l'axe Congo-Zaire.
[Source: d'après R. Harnes, 1981, p. 76.]

Cette unité progressive allait de pair avec une certaine diversité, liée en partie aux multiples formes d'insertion et d'adaptation des peuples au grand commerce congolais.

En effet, tous ne se livraient pas au commerce. Dans cette région dominée par l'omniprésence de l'eau, la pêche, l'une des plus anciennes activités de la population bantou du bassin congolais, resta le fondement de nombreux groupes. Les sociétés de pêcheurs se caractérisaient d'abord par leur très grande mobilité dans l'espace, déterminée par les variations de la hauteur des eaux et par les déplacements réguliers des bancs de poissons: les hommes habitaient, selon la saison, les villages fixes ou les campements de pêche construits pendant les basses eaux et abandonnés lors de la remontée du niveau du fleuve. Sur le plan social et politique, il existait un très net décalage entre les unités politiques et les unités économiques. L'unité politique de base resta le village: l'autorité du chef, d'essence plutôt rituelle et religieuse, s'exerçait exclusivement dans ce cadre étroit; nombre d'aspects dans la vie des villages échappaient à son contrôle, en particulier le va-et-vient incessant des pêcheurs entre le village et les campements de pêche et l'activité des éphémères équipes de pêcheurs. Les unités économiques de base étaient précisément ces équipes aux structures extrêmement lâches: elles ressemblaient à des associations volontaires, fondées à l'initiative d'un pêcheur réputé et regroupant quelques-uns de ses parents auxquels s'ajoutaient des individus s'engageant volontairement pour la durée de la campagne de pêche. Ainsi les cellules familiales sur lesquelles étaient fondés les villages se disloquaient pour les besoins de la pêche. Si ce système encourageait un certain individualisme, il garantissait aussi une nourriture régulière dans chaque famille car la malchance éventuelle de certains parents était toujours compensée par la réussite de ceux qui participaient aux équipes plus heureuses⁴⁰.

Les exemples sont nombreux de ces sociétés du bassin du Congo, intégrées certes à l'économie d'échange, mais profitant de cette nouvelle situation économique pour développer leurs activités productives. Ce particularisme économique explique sans doute, au moins en partie, la permanence de structures politiques originales des très nombreux groupes mongo, dont l'histoire reste encore fort mal connue⁴¹.

Quant aux peuples qui se sont spécialisés dans les activités marchandes, leur évolution se révéla très hétérogène comme le montre celle, contrastée, des Bobangui et des Tio. Les détails de la longue migration des Bobangui depuis le moyen ou le bas Oubangui jusqu'au Pool Malebo sont très difficiles à reconstituer. Selon les premiers administrateurs coloniaux, écrivant vers 1885, leur établissement sur le fleuve Congo remontait à deux ou quatre générations, c'est-à-dire seulement au début du XIX^e siècle. Or, les sources européennes citent de nombreux esclaves quibangue sur la côte au XVIII^e siècle alors que le *Diaire congolais 1690-1701* de Fra Luca da

40. R. Harms, 1981, p. 111-125.

41. G. Van der Kerken, 1944; G. Hulstaert, 1972.

Caltanissetta évoque l'arrivée d'immigrants non identifiés au Pool au cours du XVII^e siècle⁴². Ce qui est certain, c'est que cette société de pêcheurs au départ se convertit très rapidement au commerce, qui devint le fondement exclusif de toute la vie sociale. Il y eut désormais confusion entre unité politique et unité économique. La société bobangui reposait sur des firmes commerciales appartenant à de riches commerçants qui, elles-mêmes, ne s'appuyaient pas sur les liens de parenté car chaque commerçant s'efforçait plutôt d'acquérir des subordonnés, femmes et esclaves, sur lesquels son autorité était plus grande que sur des parents et des privilégiés. C'était une société largement ouverte, présentant une grande mobilité sociale: il suffisait d'être actif et heureux en affaires pour s'enrichir et obtenir ainsi le moyen d'augmenter le nombre de ses subordonnés, d'accéder à la puissance et de prétendre à des titres politiques dont le plus élevé, celui de *mokondzi* (chef), renforçait la position de son détenteur à la tête de son entreprise, lui facilitait la conclusion d'alliances dans toute la région et le faisait participer aux conseils chargés de régler les différents problèmes liés au commerce.

Quant aux Tio, ils avaient la chance unique d'être installés au plus important croisement des routes commerciales et au principal point de rupture de charge du réseau commercial congolais. Apparemment, le commerce n'avait pas réussi à bouleverser les structures politiques du royaume. Celui-ci, malgré le sentiment d'une origine commune et d'une identité culturelle, était très largement décentralisé. À la base de l'édifice se trouvaient les chefferies assez autonomes: le chef détenait des prérogatives rituelles importantes mais des attributions politiques limitées; il ne pouvait pas interdire l'installation de nouveaux venus sur son territoire ni s'opposer, en cas de dissension grave, au départ définitif de ses sujets mécontents. Cette situation se retrouvait au niveau le plus élevé de la hiérarchie: l'*ôkoo* (le roi, déformé par les Européens en *makoko*) avait surtout un rôle spirituel; la réalité du pouvoir temporel appartenait à quelques hauts dignitaires tels que le *ngaailino*, chargé de percevoir le tribut et de diriger l'administration, et le *muidzu*, juge suprême du pays. Contrairement aux chefferies, la dignité d'*ôkoo* n'était pas héréditaire: le roi était élu parmi les chefs les plus importants du royaume et par ses pairs, réunis dans un collège de onze électeurs présidé par le *ngaailino*. Cette structure très ancienne conserva l'essentiel de ses caractéristiques jusqu'à la colonisation. Ce fut au niveau social que se manifestèrent insidieusement les modifications les plus durables. Il y eut d'abord une dissociation de plus en plus nette entre les riverains du fleuve, qui se réservèrent les activités commerciales, et les Tio de l'intérieur, qui se spécialisèrent dans la production agricole pour le marché du fleuve (manioc et tabac). Ces travaux agricoles intensifs exigeaient une main-d'œuvre toujours plus nombreuse, ce qui contribua à l'accumulation de femmes et à l'acquisition d'esclaves en nombre croissant. Parmi les riverains du fleuve, ceux qui profitèrent le plus du commerce furent les chefs, notamment au Pool, qui surent bien exploiter leur droit exclusif de vendre les hommes et l'ivoire. En revanche, les chefs

42. G. Sautter, 1966, p. 243-245; P. M. Martin, 1972, p. 124.

et dignitaires établis loin du Pool, comme le roi qui résidait à Mbe, à plus de cent kilomètres au nord, ne participaient qu'incidemment au commerce en y envoyant leurs subordonnés: détenteurs du pouvoir politique, ils avaient un pouvoir économique moins grand que celui des riverains du fleuve.

Ces économies marchandes des Bobangui et des Tio n'étaient pas devenues capitalistes. On y réalisait des profits importants mais ceux-ci ne pouvaient pas être investis dans le secteur productif. On ne pouvait acheter la terre ni la force de travail sinon sous la forme servile. La monnaie, acceptée dans certaines transactions, n'était pas « un équivalent universel » permettant de tout acheter: accumulée sous ses diverses formes, elle donnait bien lieu à des prêts, mais le plus souvent sans intérêt; certains biens et certains services sociaux et rituels, tels que les amendes et la dot, échappèrent toujours à l'emprise monétaire.

Le tableau ainsi dessiné des populations et des sociétés d'Afrique centrale montre d'une manière saisissante leur indiscutable diversité ainsi que leurs innombrables aptitudes à innover, même dans des situations très contraignantes. Il indique aussi, par les lacunes mêmes de la connaissance, les directions dans lesquelles les chercheurs devraient s'engager de manière urgente: celle, d'une part, d'une vaste recherche, avec de gros moyens, destinée principalement à la collecte de nouveaux matériaux (archéologie, traditions orales) et celle, d'autre part, d'une élaboration théorique poussée notamment dans l'étude des structures sociales, de l'évolution culturelle et de l'histoire des mentalités.